

La conjoncture économique et sociale dans la région Grand Est et ses territoires vue par les socio-professionnels du CESER

TABLEAU DE BORD N°23 - 16 DECEMBRE 2024

« Un panorama contrasté : l'industrie et la construction en difficulté, des indicateurs sociaux qui se maintiennent »

Au sein d'une Europe qui continue de pâtir d'un manque de compétitivité, entre autre lié aux prix élevés de l'énergie, certains pays de l'UE s'engagent dans une politique de restriction budgétaire qui pourrait durer sur plusieurs exercices. Dans le contexte politique national très incertain, des tensions s'annoncent au niveau social avec en perspective une hausse du chômage et la baisse attendue du financement public de l'apprentissage, qui pourrait accroître la demande d'emploi des jeunes populations.

Le retour à une inflation maîtrisée et modérée autour des 2% constitue un élément positif dans un environnement quelque peu chahuté. Pour autant, l'économie française continue d'évoluer à un rythme, certes modeste, mais qui pourrait s'établir à + 1,1% sur l'ensemble de l'exercice grâce notamment à l'effet positif des Jeux Olympiques (+0,4% au 3^{ème} trimestre).

La balance commerciale retrouve de la vigueur

On assiste désormais à un recul des exportations sur 4 trimestres (-5,9%). Cependant, le recul est plus important au niveau des importations (-7,7%), ce qui permet un redressement de la balance commerciale à +2,6 milliards d'€, niveau le plus élevé depuis presque deux ans.

Les carnets de commande continuent de se dégrader

Toujours très insuffisante dans l'ensemble des secteurs industriels (exception faite de l'agro-alimentaire, des boissons et de

l'aéronautique), la demande continue de décroître et entraîne une baisse de la production dans la plupart des secteurs industriels (chimie, métallurgie, automobile...).

Le secteur de la construction décroche

On constate depuis début 2023 une chute considérable de la construction résidentielle, et on ne comptabilise sur un an que 17 600 nouveaux logements dans le Grand Est, plus faible total historique. Les ouvertures de chantier de locaux décrochent aussi (-5% sur un an).

L'emploi progresse très sensiblement

Après des années 2021 et 2022 fortement

créatrices d'emploi (+ 50 000), la dynamique s'est effondrée en 2023. Le premier semestre 2024 semble de nouveau plus porteur : on compte sur un an une progression de 7 189 emplois.

Sursaut positif ce trimestre du nombre des demandeurs d'emploi

Après un an de stabilité, les chiffres du dernier trimestre présente une amélioration, avec une contraction de près de 5 000 demandeurs d'emploi (-1,3%) et profite principalement aux femmes. Initiée début 2021, la forte baisse de la demande d'emploi longue durée s'atténue, avec -1,3% sur un an (contre -6,8% pour l'exercice précédent).

Indicateur de conjoncture synthétique du CESER Grand Est

L'indicateur de conjoncture synthétique calculé par le CESER se base sur trois indicateurs : niveau des exportations, emploi intérimaire et évolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. Ces données sont compilées dans un indicateur composite, dont l'écart à la moyenne est mesuré et représenté dans le graphique ci-dessus.

SOMMAIRE

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- 1 - COMMERCE EXTERIEUR
- 2 - CARNETS DE COMMANDE ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE
- 3 - UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE
- 4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES
- 5 - NUITEEES EN HÔTELLERIE
- 6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE
- 7 - CONSTRUCTION NON-RÉSIDENTIELLE (LOCAUX)
- 8 - CREATIONS D'ENTREPRISES
- 9 - DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

2. EMPLOI

- 10 - EMPLOI SALARIE DU SECTEUR PRIVE
- 11 - EMPLOI SALARIE PRIVE PAR SECTEUR D'ACTIVITE
- 12 - TRAVAIL INTERIMAIRE
- 13 - EFFECTIF DE LA FONCTION PUBLIQUE

3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

- 14 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C)
- 15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS
- 16 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS
- 17 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN & ANCIENNETÉ MOYENNE
- 18 - TAUX DE CHOMAGE
- 19 - REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA)

4. ENVIRONNEMENT TRANSFRONTALIER

- 20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER
- 21 - FRONTALIERS DE LA REGION GRAND EST

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Sur un an :

69,4 milliards d'euros
d'exportations

17 600
constructions de logements neufs

67 452
créations d'entreprises

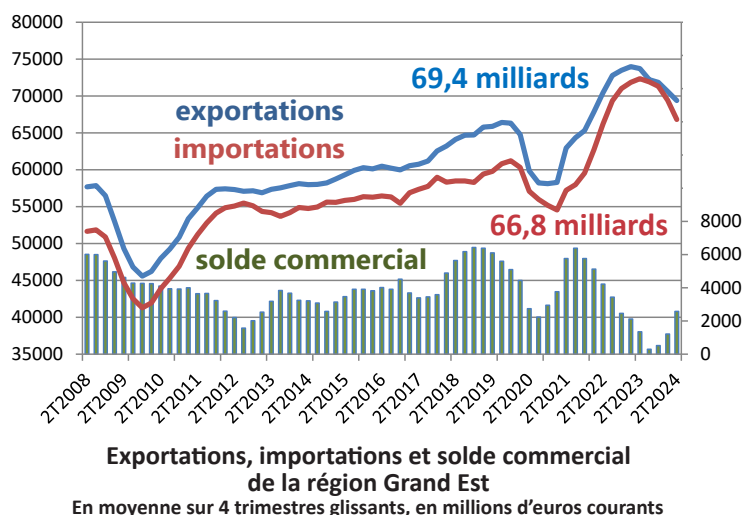
70,4 %

taux d'utilisation des capacités de production (Octobre 2023)

1 - COMMERCE EXTÉRIEUR (HORS ENERGIE) - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN EUROS COURANTS

La balance commerciale retrouve de la vigueur. La forte progression du commerce extérieur post Covid-19, dopée par l'inflation, semble terminée depuis un an, puisqu'on assiste désormais à un recul des exportations sur 4 trimestres (69,4 milliards d'euros, -5,9%). Cependant, le recul est plus important au niveau des importations (66,8 mds, -7,7%), ce qui permet un redressement de la balance commerciale à +2,6 milliards d'€, niveau le plus élevé depuis presque deux ans. Les tendances nationales sont également positives, car si on n'enregistre qu'une faible baisse de l'export (-1,3%), la réduction de l'import est bien plus forte (-9,1%). Seules 3 régions présentent un solde commercial positif : Occitanie (10,1 mds), le Grand Est (2,6 mds) et Bourgogne-Franche-Comté (1,5 mds). Les principaux partenaires du Grand Est pour l'export sont les mêmes que pour l'import : l'Allemagne est loin devant l'Italie, les Etats-Unis, la Belgique et l'Espagne. Suivent la Suisse, le Royaume-Uni, la Pologne et les Pays-Bas. Seule exception : la Chine, 4^{ème} partenaire pour les importations, alors que les exportations régionales dans l'autre direction demeurent relativement faibles.

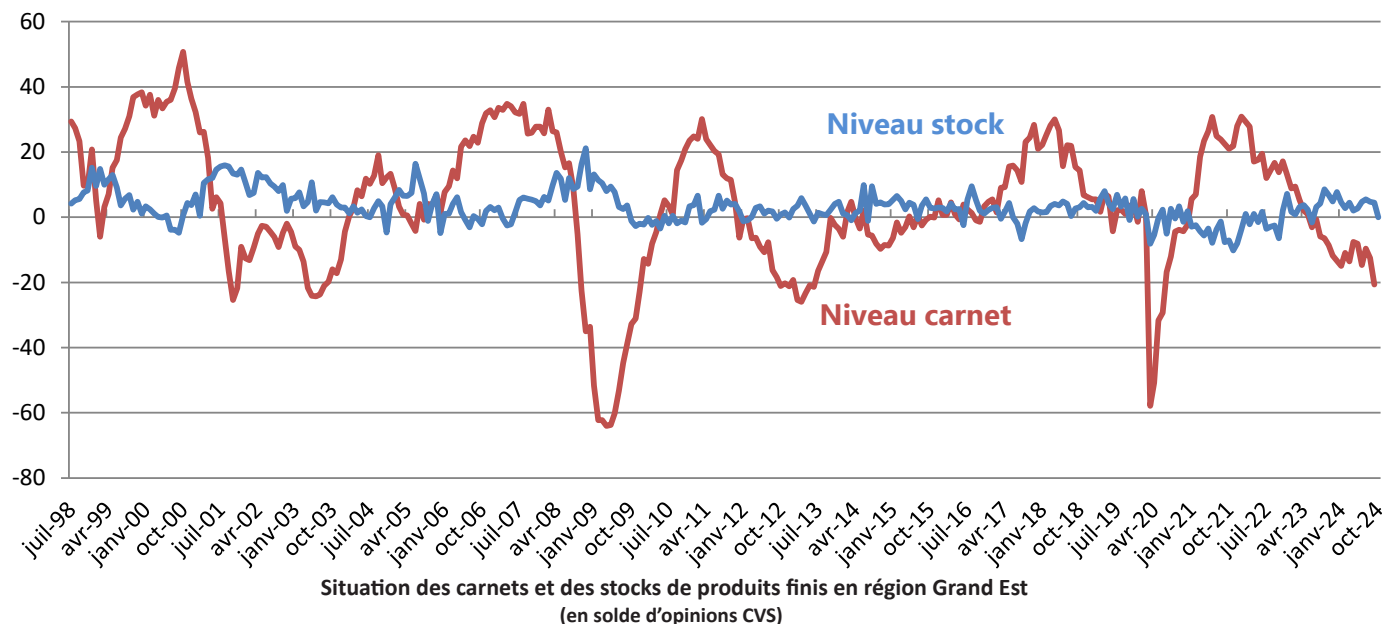


	Evolution des exportations sur 4 trimestres		Exportations sur les 4 derniers trimestres, en millions d'€
Ardennes	-14,1%		2 256
Aube	-2,5%		1 827
Bas-Rhin	-5,8%		22 796
Haute-Marne	-2,4%		1 386
Haut-Rhin	-7,4%		13 160
Marne	-9,1%		8 222
Meurthe-et-Moselle	-15,1%		2 596
Meuse	-17,0%		1 374
Moselle	2,4%		12 968
Vosges	-5,2%		2 796
Grand Est	-5,9%		69 381
France	-1,3%		607 115

2 - CARNETS DE COMMANDES ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE - OCTOBRE 2024

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

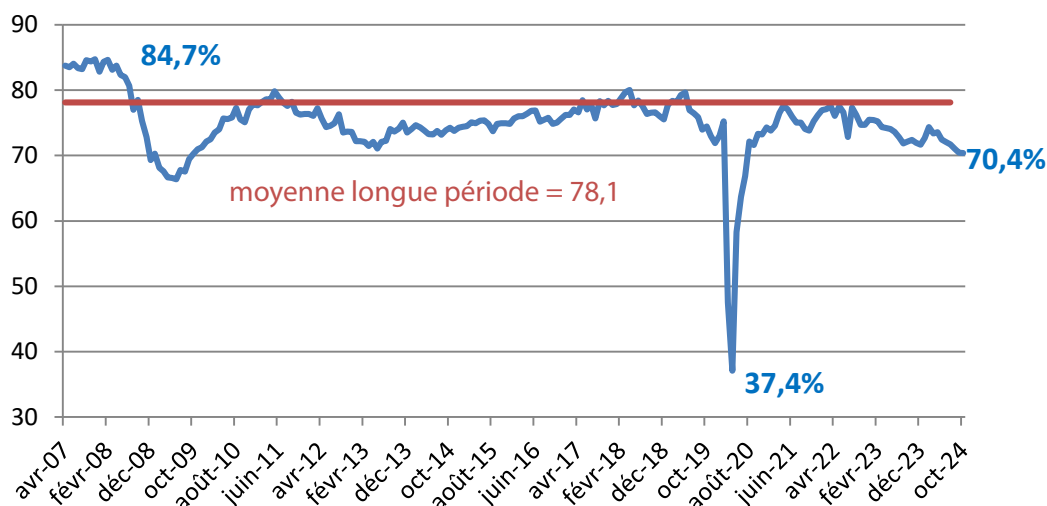
Les carnets de commande continuent de se dégrader. Toujours très insuffisante dans l'ensemble des secteurs industriels (exception faite de l'agro-alimentaire, des boissons et de l'aéronautique), la demande continue de décroître et entraîne une baisse de la production dans la plupart des secteurs industriels (chimie, métallurgie, automobile...). Les stocks sont supérieurs à leur niveau d'équilibre et les trésoreries sont mises à mal, malgré une sensible progression du prix des produits finis. Conjuguées à la situation politique internationale, les incertitudes demeurent élevées dans l'environnement politique actuel (débats fiscaux et budgétaires). L'emploi industriel, et principalement l'intérimaire, affiche une légère baisse.



3 - UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE - OCTOBRE 2024

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

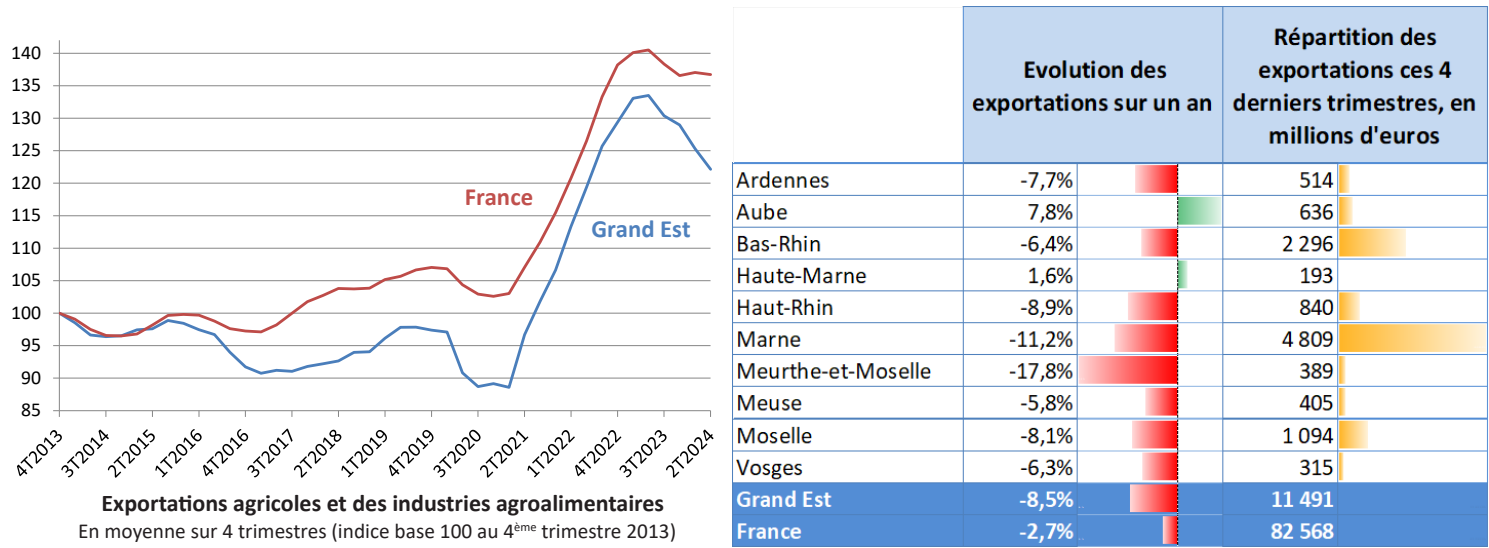
L'utilisation des capacités de production dans l'industrie à son niveau le plus bas depuis 2020. La production industrielle avait retrouvé un niveau satisfaisant dès début 2021, fluctuant un peu en dessous de la moyenne longue période, pendant deux ans, avant de se contracter fortement. Malgré un sursaut début 2024, on enregistre en Octobre 2024 le plus faible taux (70,4%) depuis Juillet 2020, et ce malgré l'atténuation des contraintes d'approvisionnement et des difficultés de recrutement. Ces dernières concernent désormais 31% des entreprises tous secteurs confondus, contre 60% il y a deux ans. Les prévisions annoncent un nouveau recul des cadences pour la fin d'année, et certaines lignes de production, notamment dans l'automobile, réajustent leurs organisations de travail (passage de 3 x 8 au 2 x 8, diminution des intérimaires et du travail de nuit).



4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES EN EUROS COURANTS

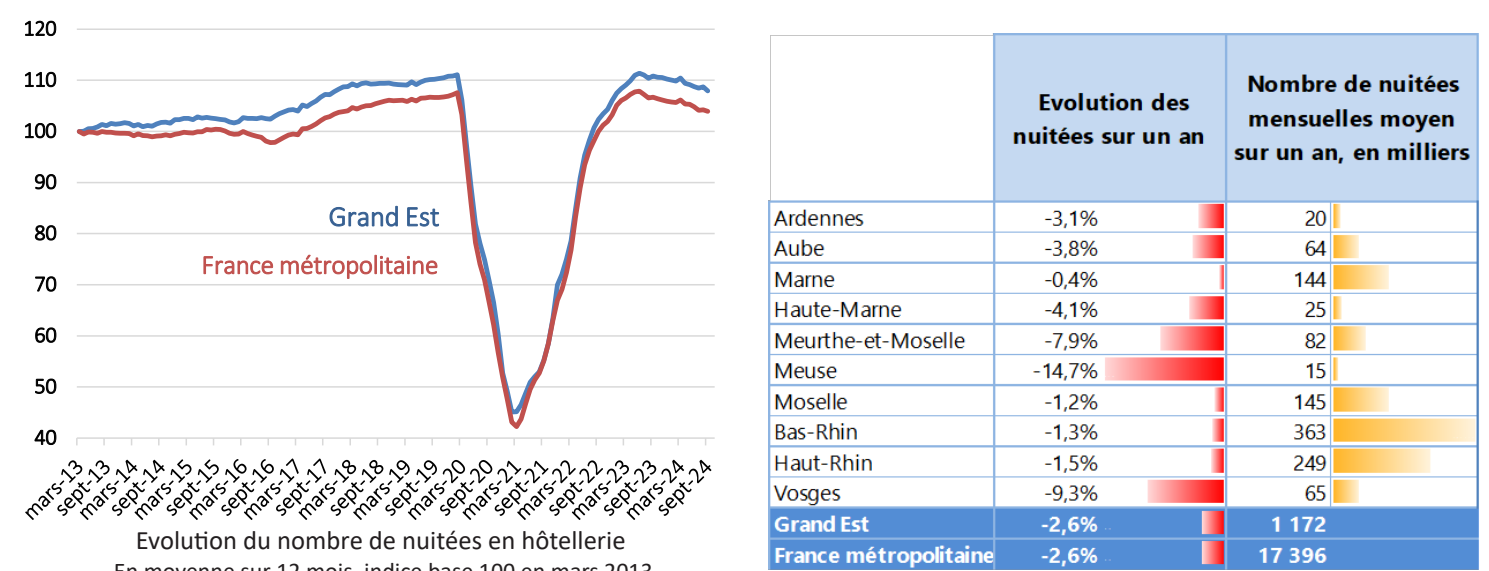
Fléchissement en région, stabilisation en France. Favorisées par un contexte inflationniste, les exportations agricoles et agro-alimentaires régionales ont bondi de plus de 25% entre 2021 et 2023. Toutefois, depuis un an, on observe une contraction de l'export (-8,5%). Cette évolution doit être pondérée par la baisse tout aussi importante de l'import (-8%). Ainsi, la balance commerciale du Grand Est dégage le plus fort excédent de toutes les régions, à hauteur de 6,6 milliards d'euros (contre 7,3 milliards il y a un an), devant la Nouvelle-Aquitaine et la Normandie. Seules l'Aube et la Haute-Marne présentent encore une croissance annuelle de leurs expéditions agricoles et agro-alimentaires. Tous les autres départements attestent d'un recul, allant de -5,8% dans la Meuse à -17,8% en Meurthe-et-Moselle. La Marne, qui pèse à elle seule 42% des exportations régionales, affiche un repli de 11,2%, en lien avec l'évolution des expéditions de bouteilles de Champagne (-8,2% sur un an). Celles-ci retrouvent leur niveau de 2019, avec 4,2 milliards d'€ d'exportations en 2023.



5 - NUITÉES EN HÔTELLERIE - SEPTEMBRE 2024

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

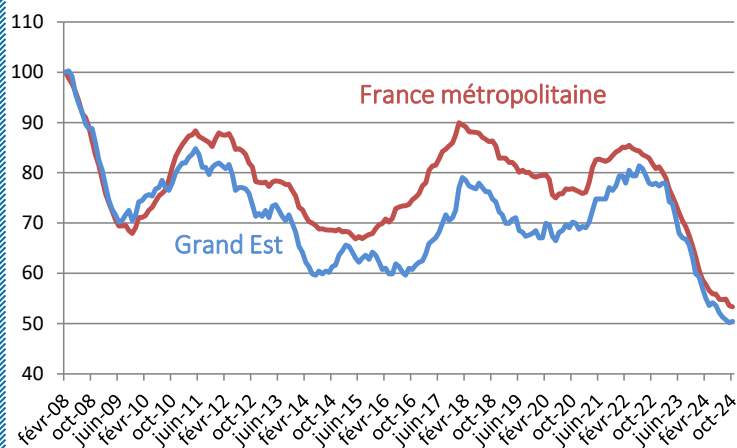
Baisse de la fréquentation touristique. Après la crise Covid-19, la fréquentation touristique a retrouvé du tonus dès l'été 2021. Elle a mis près de deux ans à rejoindre son niveau de 2019, à l'été 2023, avec 14,5 millions de nuitées hôtelières sur une année. Toutefois, depuis plus d'un an, on assiste à un fléchissement du nombre de nuitées, avec 14,1 millions de nuitées, en recul de 2,6% (évolution similaire au niveau national). Si la baisse concerne l'ensemble de la région, les départements lorrains affichent les plus fortes diminutions, alors que l'Alsace limite les pertes (-1,4%). Une nouvelle fois, les hôtels 3 étoiles et + sont marqués par une hausse de l'affluence, contrairement aux établissements de catégorie inférieure ou intermédiaire. Autre fait marquant : si la clientèle résidente et la clientèle européenne est en retrait sur un an, on observe une nette hausse des touristes américains (+31%) et asiatiques (+34%).



6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE - OCTOBRE 2024

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE ET INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Chute de la construction de logements. Après un creux de trois ans, on notait dès début 2021 un retour à un bon niveau de la construction résidentielle, avec un maximum enregistré de 28 400 logements entre Juin 2021 et Juin 2022 (total qui n'avait pas été atteint depuis 2012). Toutefois, on constate depuis début 2023 une chute considérable de la construction résidentielle, et on ne comptabilise sur un an que 17 600 nouveaux logements dans le Grand Est, plus faible total historique. La tendance des autorisations de constructions se contracte encore plus (-27%). Au niveau départemental, seul le Bas-Rhin semble résister (+2%), les autres territoires présentent des contractions très importantes, jusqu'à -61% dans la Marne. Le recul des mises en chantier est aussi importante en France métropolitaine (-17%), qui enregistre également son plus bas niveau de construction sur un an avec 250 200 logements (contre près de 400 000 en 2022).



Evolution du nombre de constructions de logements en région Grand Est et en France métropolitaine, indice 100 décembre 2007
En moyenne sur 12 mois glissants, source INSEE

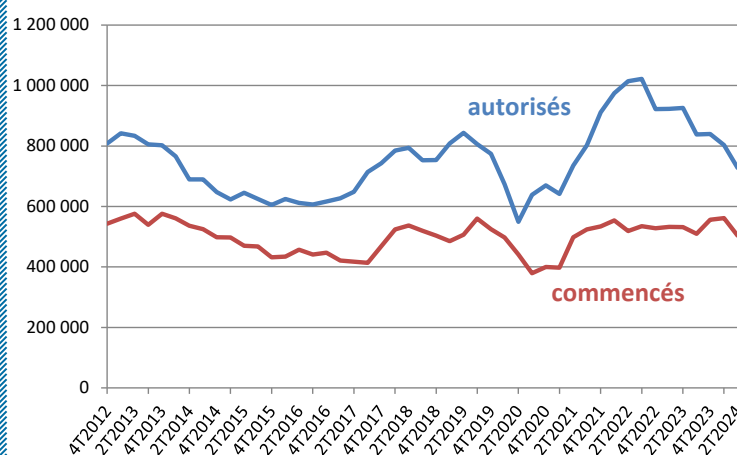
	Evolution du nombre de constructions autorisées sur un an	Evolution du nombre de constructions commencées sur un an
Ardennes	-17%	27%
Aube	-13%	-41%
Bas-Rhin	2%	7%
Haute-Marne	-46%	-15%
Haut-Rhin	-42%	-30%
Marne	-61%	-25%
Meurthe-et-Moselle	-31%	-27%
Meuse	-45%	-26%
Moselle	-28%	11%
Vosges	-10%	9%
Grand Est	-27%	-10%
France métropolitaine	-17%	-11%

Source : Ministère de la Transition écologique et solidaire

7 - CONSTRUCTION NON RÉSIDENTIELLE - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

La construction non-résidentielle décroche. Les autorisations de constructions de locaux faiblissent encore plus que lors des précédents exercices (-21% ces 4 derniers trimestres contre -9% précédemment), même si elles se situent encore à un niveau plutôt élevé avec 2,9 millions de m² sur un an. Les ouvertures de chantier de locaux reculent de 5%, notamment à cause d'un deuxième trimestre 2024 très peu dynamique (380 000 m², plus faible stock depuis 2020). Il est à noter qu'avec 2,2 millions de m² de locaux construits sur l'année 2023, le Grand Est enregistrait les surfaces construites les plus élevées depuis près de 10 ans. A la faveur de plusieurs implantations, l'Aube affiche presque un doublement des constructions de locaux sur un an, alors que la Moselle et la Meuse résistent (respectivement +16 et +5%). Les 7 autres départements montrent un repli de la construction, le plus important étant affiché en Haute-Marne (-56%), suivi des Vosges et de la Meurthe-et-Moselle (-31%).



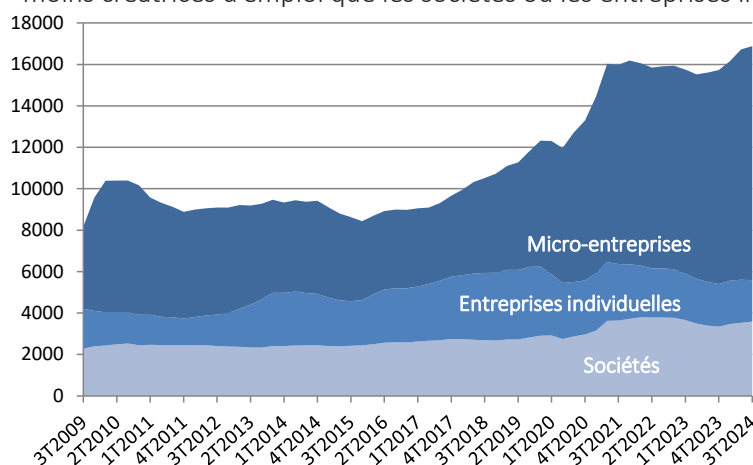
Construction de locaux en région Grand Est (en m²)
En moyenne sur 4 trimestres glissants

	Evolution des constructions autorisées sur un an	Evolution des constructions commencées sur un an
Ardennes	34%	-14%
Aube	-23%	95%
Bas-Rhin	-34%	-5%
Haute-Marne	-50%	-56%
Haut-Rhin	-31%	-12%
Marne	-30%	-12%
Meurthe-et-Moselle	-32%	-31%
Meuse	90%	5%
Moselle	2%	16%
Vosges	-14%	-31%
Grand Est	-21%	-5%
France métropolitaine	-3%	-6%

8 - CRÉATIONS D'ENTREPRISES - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Niveau record des créations de micro-entreprises et dans une moindre mesure des sociétés. Si on enregistrait jusqu'en 2018 environ 9 000 créations d'entreprises par trimestre, la dynamique s'est par la suite intensifiée, de l'ordre de 12 000 par trimestre jusqu'en 2020. La sortie de la crise Covid-19 a de nouveau accentué le phénomène, puisqu'on observe depuis 2021 un plateau élevé autour de 16 000 créations par trimestre. Le record de 2021, avec 64 700 nouvelles immatriculations, sera dépassé en 2024 (en attendant les chiffres du 4^{ème} trimestre), notamment grâce à un premier semestre très favorable. Tous les départements présentent une progression annuelle des créations d'entreprises, fluctuant de 0,5% dans l'Aube à 17% dans la Marne. Si un record sera aussi battu à l'échelle nationale (avec plus de 1,1 millions de nouvelles entreprises), il est à noter que l'évolution sur un an est plus forte en région (+7,4%) qu'en France (+5,8%). Toutefois, il faut rappeler que plus de deux tiers des entreprises nouvellement créées sont des micro-entreprises, structures souvent moins pérennes et moins créatrices d'emploi que les sociétés ou les entreprises individuelles.



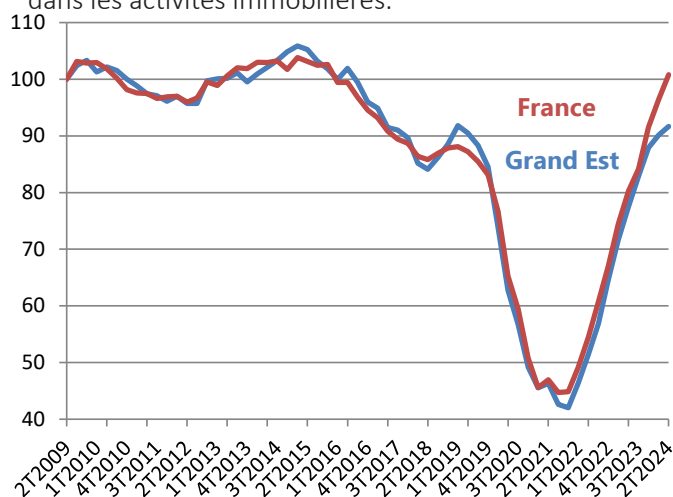
Créations d'entreprises dans la région Grand Est
En moyenne sur 4 trimestres glissants, par type d'entreprise

	Evolution sur un an	Nombre de créations sur un an
Ardennes	4,3%	2 658
Aube	0,5%	3 570
Bas-Rhin	9,5%	16 018
Haute-Marne	8,4%	1 511
Haut-Rhin	5,4%	9 177
Marne	17,0%	8 040
Meurthe-et-Moselle	5,9%	8 757
Meuse	10,9%	1 733
Moselle	4,2%	12 055
Vosges	6,2%	3 933
Grand Est	7,4%	67 452
France	5,8%	1 112 522

9 - DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, PAR DATE DE JUGEMENT D'OUVERTURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Le nombre de défaillances augmente, mais moins qu'au niveau national. Favorisé par le report des traitements des dossiers de défaillance et les mesures de soutien liées à la crise Covid-19, le niveau des redressements et des liquidations judiciaires d'entreprises avait atteint en 2021 son plus bas niveau historique (1 950 sur l'année). Depuis, on assiste à une forte recrudescence du nombre d'ouvertures de procédures collectives, qui retrouvent leur niveau d'avant-crise en 2023 (environ 1000 défaillances par trimestre). Sur un an, elles augmentent de 18,2% dans le Grand Est, moins fortement qu'en France (25,6%). A l'échelon départemental, seules la Haute-Marne et l'Aube résistent sur un an. Les secteurs d'activité où les hausses de défaillances sont les plus prononcées sont les activités financières et d'assurance, du transport-entrepôt et de l'information-communication. A l'inverse, elles sont en recul dans l'agriculture, l'enseignement et la santé ainsi que dans les activités immobilières.



Défaillances d'entreprises en région Grand Est et en France
En moyenne sur 4 trimestres, glissants, base 100 au 2^{ème} trimestre 2008

	Evolution du nombre de défaillances sur un an	Nombre de défaillances sur un an
Ardennes	28,8%	206
Aube	-1,3%	231
Bas-Rhin	19,2%	944
Haute-Marne	0,0%	96
Haut-Rhin	14,5%	609
Marne	21,8%	502
Meurthe-et-Moselle	26,8%	559
Meuse	86,0%	160
Moselle	8,7%	650
Vosges	20,0%	288
Grand Est	18,2%	4 245
France	25,6%	62 015

2. EMPLOI

7 189 créations nettes d'emplois salariés sur un an

1 434 810 emplois salariés dans le secteur marchand,
dont :

794 293 dans les services

299 243 dans l'industrie

255 145 dans le commerce

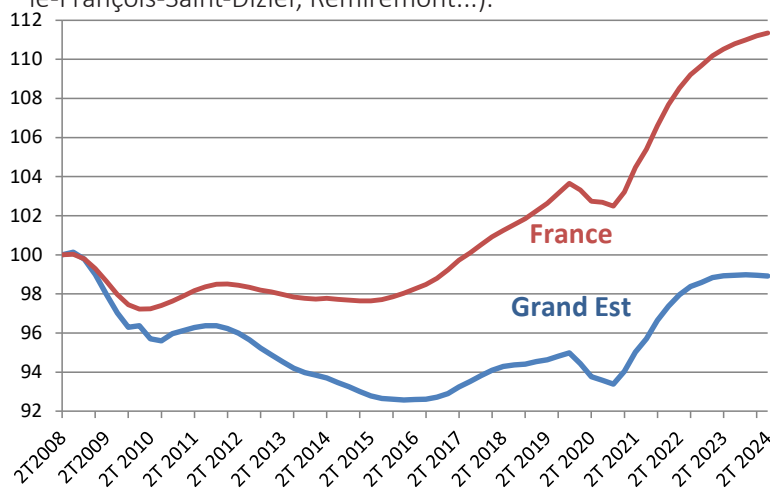
120 236 dans la construction

203 350 offres d'emploi diffusées par France Travail au 2^{ème} trimestre 2024 dans le Grand Est (77 651 enregistrées directement par France Travail au 3^{ème} trimestre 2024)

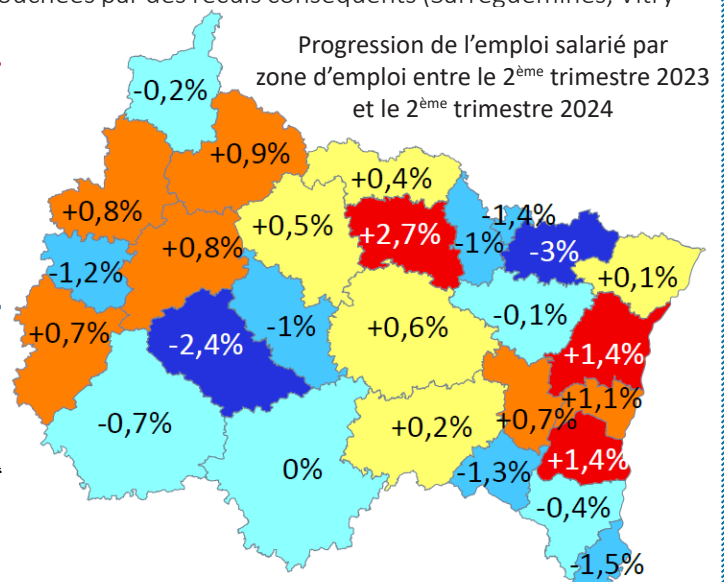
10 - EMPLOI SALARIÉ DU SECTEUR PRIVÉ HORS APPRENTISSAGE - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : ACOSS - URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Tout en progressant un peu en France, l'emploi stagne en région. Dans le Grand Est, comme au niveau national, le marché du travail a connu une reprise très soutenue dès 2021, lui permettant de dépasser rapidement son niveau d'avant-crise Covid-19. Cependant, l'embellie s'est interrompue dès la fin de l'année 2022 dans notre région, et on assiste depuis à un relatif immobilisme. En France, en revanche, cette dynamique s'est poursuivie, même si l'on observe un ralentissement ces derniers mois. Fin 2023, on compte près de 20,5 millions d'emplois salariés privés en France, 100 000 de plus en un an. Il est à noter que la Normandie, le Centre-Val-de-Loire et la Nouvelle-Aquitaine sont marquées par une contraction de l'emploi. Dans le Grand Est, certaines zones d'emploi, plutôt denses, attestent de fortes progressions (Metz, Strasbourg, Colmar, Sélestat, Reims), tandis que d'autres, peu denses, sont touchées par des reculs conséquents (Sarreguemines, Vitry-le-François-Saint-Dizier, Remiremont...).



Evolution de l'emploi salarié du secteur privé*
Base 100 au 2^{ème} trimestre 2008, moyenne sur 4 trimestres glissants
*tout type de contrat confondu et emploi à temps partiel compris

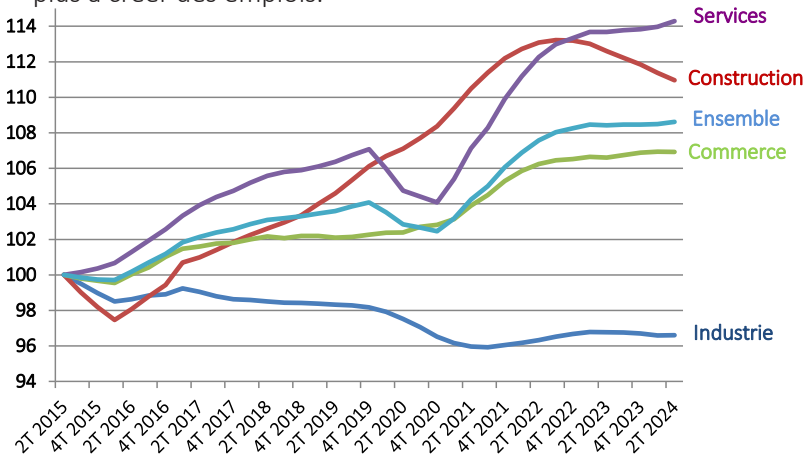


11 - EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITE - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES (VALEUR ABSOLUE SANS CORRECTION SAISONNIÈRE)

Léger sursaut de l'emploi, porté par les services. Après des années 2021 et 2022 fortement créatrices d'emploi (+ 50 000), la dynamique s'est effondrée en 2023, avec seulement 590 postes de plus sur l'année (hors apprentissage). Le premier semestre 2024 semble de nouveau plus porteur : on compte sur un an une progression de 7 189 emplois salariés privés.

- **Services** : + 9 016 emplois sur un an (+1,1%). Après s'être étiolées début 2023, les créations d'emploi redeviennent dynamiques, notamment grâce à l'hébergement-restauration.
- **Construction** : - 1 802 postes sur 4 trimestres (-1,5%). Depuis 2022, on assiste à une contraction forte et continue des effectifs (-3 000 emplois en deux ans).
- **Commerce** : - 95 postes. Après avoir retrouvé des couleurs fin 2023, le secteur est depuis dans un état statique.
- **Industrie** : + 70 emplois sur un an. Depuis les 1 839 créations de postes dans l'industrie en 2022, le secteur ne parvient plus à créer des emplois.



Evolution de l'emploi salarié dans le secteur privé
Indice 100 au 2^{ème} trimestre 2015, moyenne sur 4 trimestres glissants

	Nombre d'emplois au 2 ^{ème} trimestre 2024	Evolution sur 4 trimestres	
		en nombre	en %
Industrie	299 243	70	0%
Construction	120 236	-1 802	-1,5%
Commerce	255 145	-95	0%
Services	797 293	9 016	1,1%
Total	1 434 810	7 189	0,5%

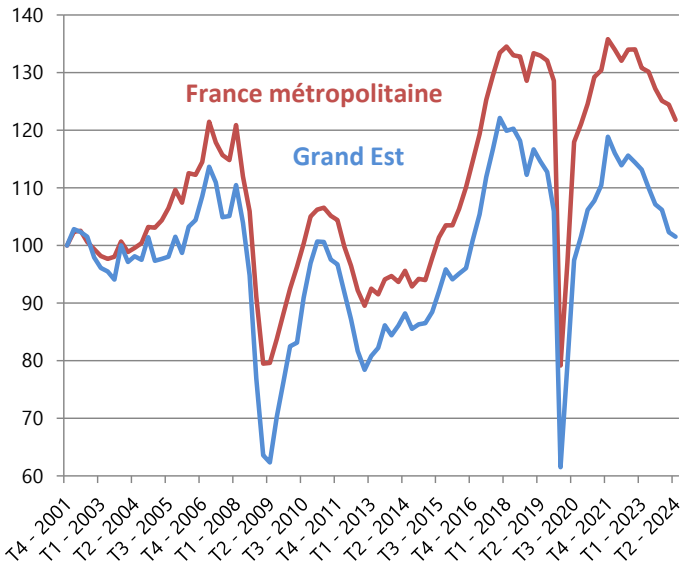
Remarque : les données présentées dans ce tableau ne sont pas corrigées des variations saisonnières

12 - TRAVAIL INTÉrimAIRE - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : INSEE & DSDS // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES (CVS)

En décroissance continue. Après l'épisode Covid-19, où le nombre d'intérimaires dans le Grand Est était passé en dessous des 30 000, un niveau exceptionnel avait été atteint fin 2021 avec un pic à plus de 72 000, deuxième plus haut niveau historique après celui de 2017. Depuis, leur nombre recule fortement et ils ne sont plus que 60 000 au 2^{ème} trimestre 2024 (12 000 de moins en deux ans et demi). Cependant, la baisse est moindre ces trois derniers mois (-0,8% dans le Grand Est et -2,1% en France métropolitaine). Sur un an, l'emploi intérimaire est désormais en repli dans l'ensemble de la région. Si la Moselle résiste (-0,7%), la moitié des 10 départements subissent des reculs de plus de 10% (jusqu'à 14,9% dans la Marne). Au niveau sectoriel, ce sont la construction et l'industrie qui sont les plus touchées.

	Evolution sur trois mois	Evolution sur un an
Ardennes	0,7%	-4,4%
Aube	-1,8%	-12,2%
Bas-Rhin	0,5%	-7,9%
Haute-Marne	-1,4%	-10,9%
Haut-Rhin	1,2%	-13,3%
Marne	-6,8%	-14,9%
Meurthe-et-Moselle	-2,0%	-4,8%
Meuse	-3,9%	-11,0%
Moselle	1,5%	-0,7%
Vosges	-4,5%	-4,5%
Grand Est	-0,8%	-7,7%
France métropolitaine	-2,1%	-6,4%

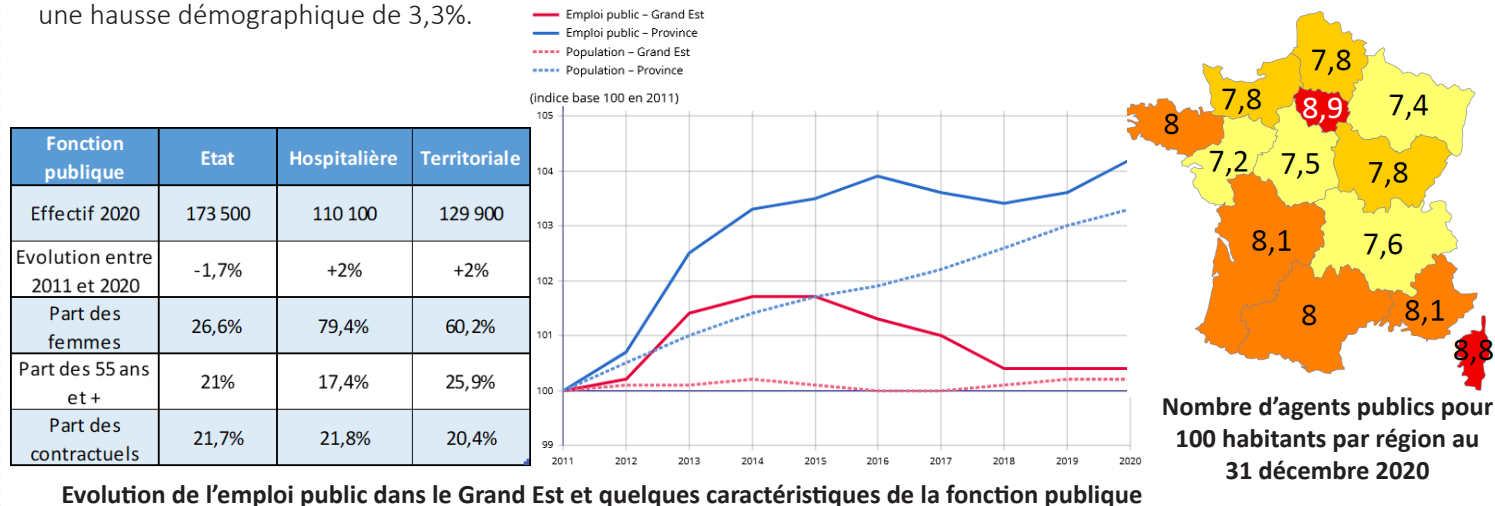


Evolution de l'emploi intérimaire
Moyenne sur 3 mois glissants, base 100 au 4^{ème} trimestre 2021

13 - L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE - 2021

SOURCE : INSEE, SIASP // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Principales caractéristiques de la fonction publique dans le Grand Est. Au sein de la région, 42% des 413 500 salariés de la fonction publique exerce dans la fonction publique d'Etat, 31% dans la territoriale (3 points de moins qu'en France) et 27% dans l'hospitalière (3 points de plus qu'au niveau national). 40% sont en catégorie A, 15% en B et 45% en C. Deux tiers de l'ensemble des agents de la fonction publique sont des femmes. Fin 2020, en région comme en France, 22% des agents publics ont 55 ans ou plus, 6 points de plus qu'en 2011. Les contractuels sont également plus nombreux : 21% contre 17% en 2011. La répartition des agents publics n'est pas la même dans toutes les régions : on constate une surreprésentation en Île-de-France (surtout liée aux administrations centrales), en Corse et dans les régions de la moitié Sud. Le Grand Est affiche la 2^{ème} plus faible densité d'agents publics (7,4 pour 100 habitants), derrière les Pays de la Loire (7,2). Entre 2011 et 2021, le nombre d'agents publics a progressé de 0,4% dans le Grand Est, suivant la tendance démographique (+0,2%). Sur la même période, la dynamique nationale a été bien plus importante, avec une augmentation des effectifs de 4,2% pour une hausse démographique de 3,3%.



3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

Au 3^{ème} trimestre 2024

404 890 demandeurs d'emploi de catégorie ABC*

(232 800 en catégorie A)

53 710 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans

(32 320 en catégorie A)

113 660 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans

(67 470 en catégorie A)

7,3% taux de chômage dans la région (2^{ème} trimestre 2024)

*Catégorie A : personne sans emploi

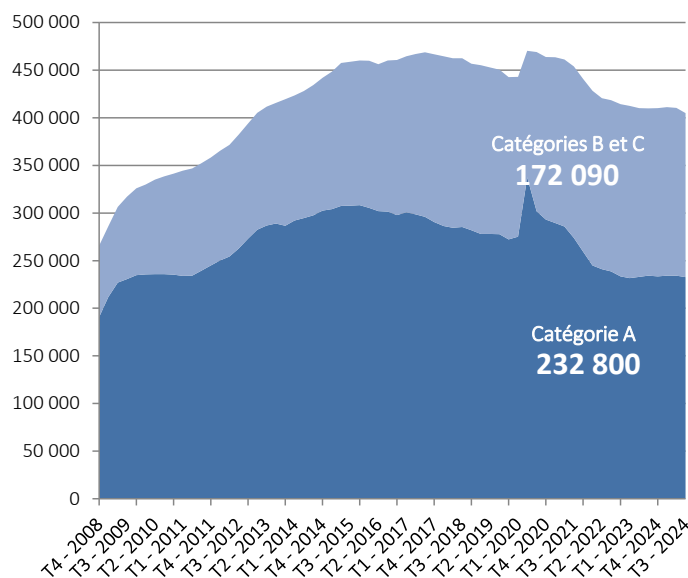
*Catégorie B : personne ayant exercé une activité de 78h maximum par mois

*Catégorie C : personne ayant exercé une activité de plus de 78h par mois

14 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C) - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : FRANCE TRAVAIL // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Légère embellie ce trimestre, après un an d'immobilisme. Après le record du 2^{ème} trimestre 2020, avec 470 000 inscrits à France Travail en catégorie ABC en région, la baisse avait été importante jusqu'à début 2023 (-60 000 demandeurs d'emploi en 3 ans). Après un an de stabilité quasi parfaite, le dernier trimestre vire de nouveau au vert avec une contraction de près de 5 000 demandeurs d'emploi (-1,3%). Tous les départements sont concernés par cette amélioration trimestrielle, et seul le Haut-Rhin présente une évolution annuelle à la hausse. Contrairement aux années passées, le recul concerne majoritairement les catégories B et C (en activité), et moins la catégorie A (sans activité). On constate que le marché du travail régional reste orienté plus favorablement pour les femmes (-2% sur un an) que pour les hommes (-0,4%). En France métropolitaine, la tendance est quant-à-elle encore négative, sur un an (+0,9%) comme sur un trimestre (+0,2%).



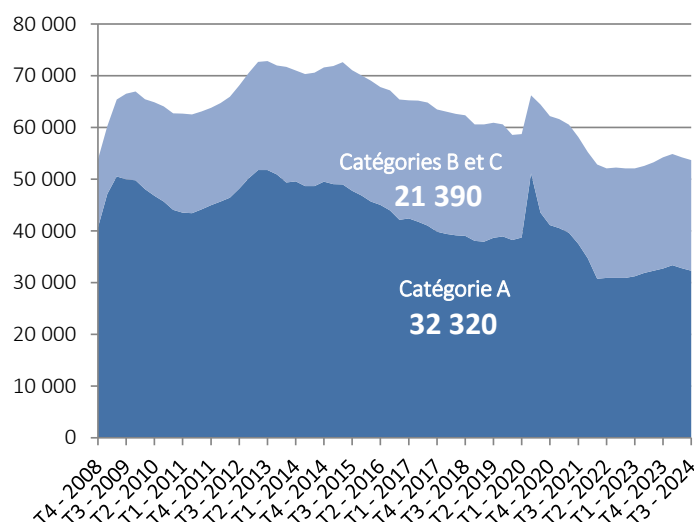
Catégorie A, B et C	Evolution au 3 ^{ème} trimestre 2024		Evolution sur un an	
Ardennes	-0,3%		-1,0%	
Aube	-1,5%		-1,4%	
Bas-Rhin	-0,2%		-0,4%	
Haute-Marne	-1,1%		-2,0%	
Haut-Rhin	-1,3%		0,3%	
Marne	-1,0%		-0,8%	
Meurthe-et-Moselle	-2,1%		-2,4%	
Meuse	-1,3%		-0,2%	
Moselle	-2,4%		-2,8%	
Vosges	-1,4%		-1,4%	
Grand Est	-1,3%		-1,2%	
dont hommes	-1,0%		-0,4%	
dont femmes	-1,4%		-2,0%	
France métropolitaine	0,2%		0,9%	

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en région Grand Est

15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : FRANCE TRAVAIL // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Sensible fléchissement depuis le début de l'année. Si les jeunes demandeurs d'emploi ont fortement profité de la reprise économique post-Covid, leur nombre atteignant le niveau le plus bas depuis 2008, l'embellie a pris fin dès 2022. Depuis, on a même constaté une légère recrudescence (+ 2000 demandeurs d'emploi en deux ans). Cependant, on assiste à une nouvelle inversion de tendance depuis le début de l'année, avec - 1200 jeunes. Ils sont désormais au nombre de 53 710 au 3^{ème} trimestre 2024. Seuls le Bas-Rhin et la Marne ne sont pas marqués par un recul (+0,8%). En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans est stable sur un trimestre, et progresse de 1,9% sur un an (+0,9% dans le Grand Est). Il est à noter qu'en région, la dynamique des jeunes demandeuses d'emploi est bien plus favorable que celle de leurs homologues masculins.



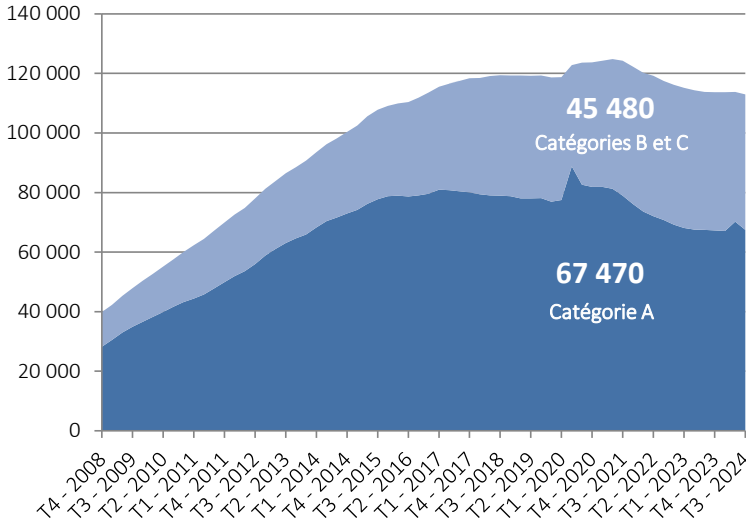
Catégories A,B et C	Evolution au 3 ^{ème} trimestre 2024		Evolution sur un an	
Ardennes	-1,2%		0,9%	
Aube	-1,8%		2,4%	
Bas-Rhin	0,8%		2,2%	
Haute-Marne	-5,7%		-5,2%	
Haut-Rhin	-1,4%		2,7%	
Marne	0,8%		0,8%	
Meurthe-et-Moselle	-0,3%		-0,3%	
Meuse	-1,1%		1,7%	
Moselle	-2,0%		0,5%	
Vosges	-2,3%		-2,3%	
Grand Est	-0,9%		0,9%	
dont hommes	-0,7%		2,2%	
dont femmes	-1,3%		-0,5%	
France métropolitaine	0,0%		1,9%	

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en région Grand Est

16 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : FRANCE TRAVAIL // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Très sensible amélioration après un exercice stable. Pour la première fois depuis les années 2000, le nombre de demandeurs d'emploi s'était réduit durablement à partir de mi-2021 (-10 500 en deux ans et demi) pour ensuite se stabiliser une année. On enregistre à nouveau un léger fléchissement au 3^{ème} trimestre 2024 (-1000 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en catégories A, B et C), ce qui porte leur nombre à 112 950. Ce recul de 0,8% contraste avec la progression relevée au niveau national, sur le dernier trimestre (+0,5%) comme sur un an (+1%). Au niveau départemental, seuls la Meuse et le Haut-Rhin affichent une hausse annuelle des effectifs, quand des baisses notables sont recensées en Haute-Marne (-3%), dans l'Aube (-2,5%) ou la Moselle (-2,4%). Comme pour les plus jeunes, il est à noter que la dynamique est largement plus favorable pour les femmes (-1,4%) que pour les hommes (-0,2%).



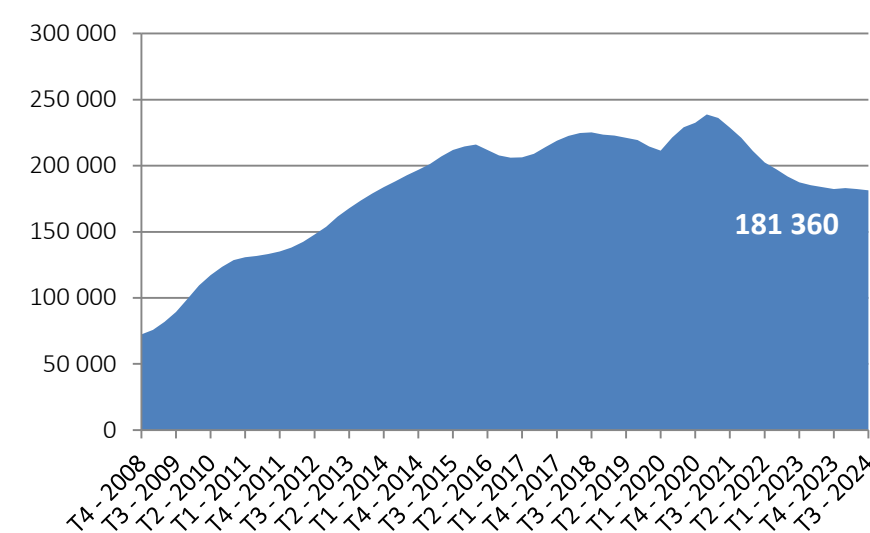
Catégories A, B et C	Evolution au 3 ^{ème} trimestre 2024	Evolution sur un an
Ardennes	0,0%	0,0%
Aube	-1,5%	-2,5%
Bas-Rhin	0,0%	-0,7%
Haute-Marne	0,6%	-3,0%
Haut-Rhin	-0,4%	1,2%
Marne	-1,4%	-1,1%
Meurthe-et-Moselle	-0,9%	-0,1%
Meuse	0,0%	0,8%
Moselle	-1,8%	-2,4%
Vosges	-0,6%	-0,1%
Grand Est	-0,8%	-0,8%
dont hommes	-0,4%	-0,2%
dont femmes	-1,1%	-1,4%
France métropolitaine	0,5%	1,0%

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en région Grand Est

17 - ANCIENNETÉ MOYENNE D'INSCRIPTION À FRANCE TRAVAIL - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : FRANCE TRAVAIL // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi longue durée s'essouffle. Initiée début 2021, la forte contraction de la demande d'emploi longue durée (LD, au-delà d'un an) dans le Grand Est s'atténue, avec -1,3% sur un an (contre -6,8% pour l'exercice précédent). Elle concerne encore 181 360 personnes (2 400 de moins en un an), soit 44,8% des demandeurs d'emploi en catégories A, B et C, une part légèrement à la hausse pour la première fois depuis 2021. La tendance demeure plus positive qu'au niveau national, où le nombre de demandeurs d'emploi LD progresse de 1,1% sur la même période. Notons qu'en région comme en France, sur quatre trimestres, l'ancienneté moyenne d'inscription à France Travail diminue de 10 jours (la baisse était de 31 jours il y a un an). Au niveau départemental, seules la Marne et la Meuse n'affichent pas d'amélioration, alors que la Moselle affiche la plus forte réduction moyenne, avec 21 jours.



	Evolution sur un an, en nombre de jours	Ancienneté moyenne, en jours
Ardennes	-16	698
Aube	-13	647
Marne	3	658
Haute-Marne	-12	627
Meurthe-et-Moselle	-3	663
Meuse	0	666
Moselle	-21	601
Bas-Rhin	-12	614
Haut-Rhin	-11	584
Vosges	-6	702
Grand Est	-10	633
France	-10	626

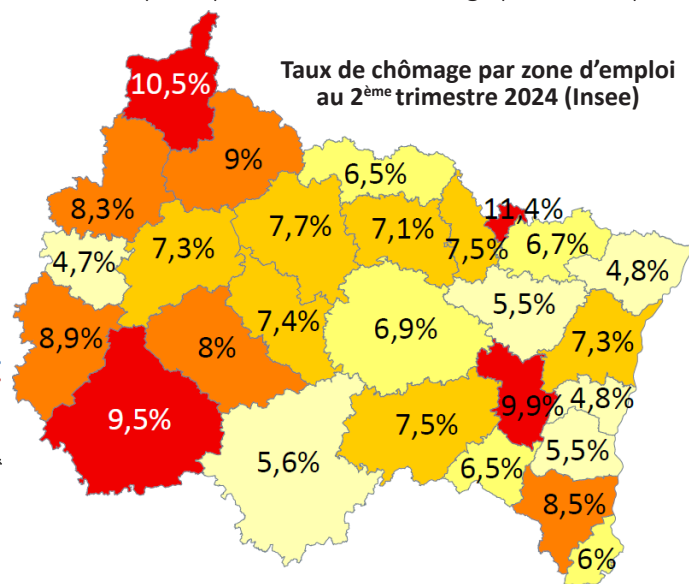
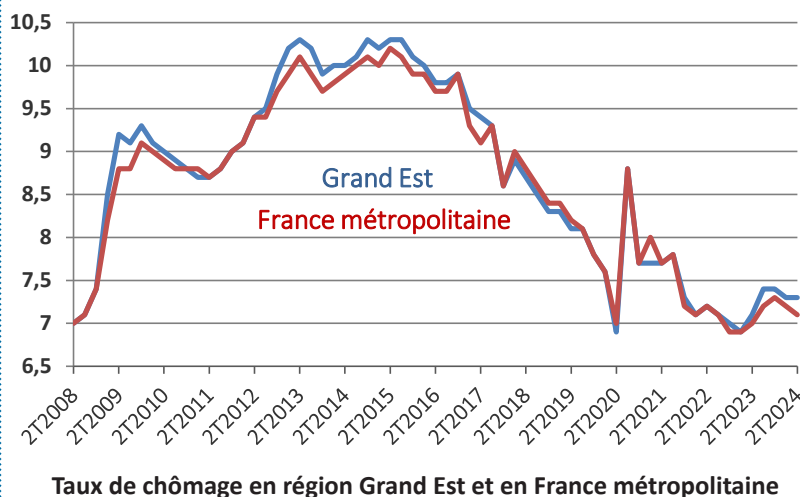
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi LD dans le Grand Est

Ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi, en jours

18 - TAUX DE CHÔMAGE - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

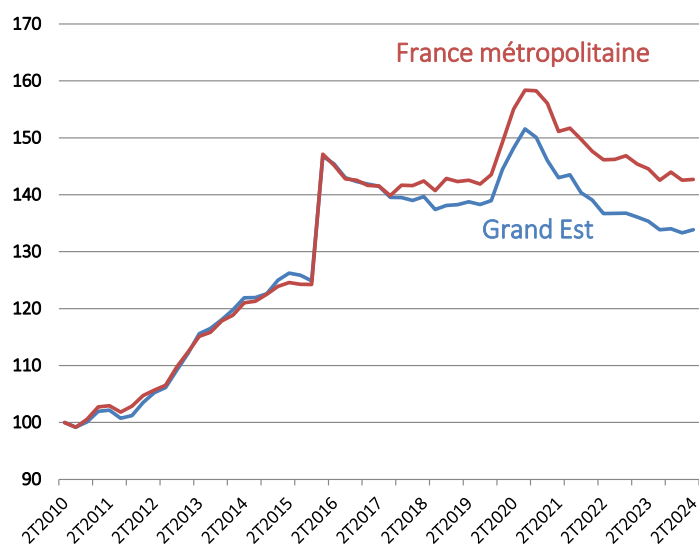
Stabilité. Depuis 2015, alors qu'il dépassait les 10%, le taux de chômage régional a reculé continuellement (à l'exception de l'épisode Covid-19). Au 1^{er} trimestre 2023, il était même passé pour la première fois depuis 2008 sous la barre des 7%, même si ce fut très brièvement. Par la suite, le taux de chômage du Grand Est a sensiblement progressé, et depuis un an il se maintient entre 7,3% et 7,4%, quand celui enregistré en France métropolitaine recule de 0,2 point sur un semestre (7,1%). Sur un an, les taux de chômage sont stables dans la plupart des zones d'emploi régionales, hormis Forbach (+0,8 point, alors qu'il affiche le taux le plus élevé du Grand Est), Bar-le-Duc, Mulhouse et Sarreguemines (+0,4 point). Les territoires où le chômage est faible (Colmar, Epernay, Haguenau, Sarrebourg) ne présentent pas d'évolution, et on note même parfois de sensibles reculs (Sélestat, Chaumont). Au niveau national, 3 régions sont marquées par un taux de chômage plus élevé que celui du Grand Est : les Hauts-de-France, l'Occitanie et la PACA.



19 - REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Stabilisation du nombre d'allocataires RSA. Après le pic historique fin 2020 avec près de 155 000 allocataires en région, leur nombre a depuis fortement décro, et on enregistre maintenant le plus faible effectif depuis 2016. On compte dans le Grand Est 136 620 allocataires du RSA, soit 1 520 de moins sur un an. Si le Haut-Rhin n'affiche toujours pas d'amélioration annuelle (+2,3%), les Vosges et la Haute-Marne présentent désormais également une augmentation du nombre d'allocataires, même si elle est modérée. Les autres départements sont tous marqués par une baisse, allant jusqu'à 5,5% dans la Meuse ou 3,5% dans les Ardennes. Au niveau de l'Hexagone, la baisse globale est de 1,3% (soit 21 500 personnes).



Base 100 au deuxième trimestre 2010 Nb : au 1er janvier 2016 les règles de calcul du nombre d'allocataires ont changé d'où la rupture de la courbe

	Evolution du nombre d'allocataires sur un an		Nombre d'allocataires au 2 ^{ème} trimestre 2024	
Ardennes	-3,5%		8 910	
Aube	-1,8%		9 120	
Bas-Rhin	-2,7%		25 050	
Haute-Marne	0,5%		4 150	
Haut-Rhin	2,3%		15 610	
Marne	-1,6%		14 320	
Meurthe-et-Moselle	-0,5%		20 670	
Meuse	-5,5%		4 290	
Moselle	-0,8%		24 100	
Vosges	0,9%		10 160	
Grand Est	-1,1%		136 380	
France métropolitaine	-1,3%		1 637 900	

Evolution du nombre d'allocataires du RSA

4. TRANSFRONTALIER

Au 2^{ème} trimestre 2024

216 442 travailleurs frontaliers

125 753 au Luxembourg

41 393 en Suisse

40 996 en Allemagne*

8 300 en Belgique**

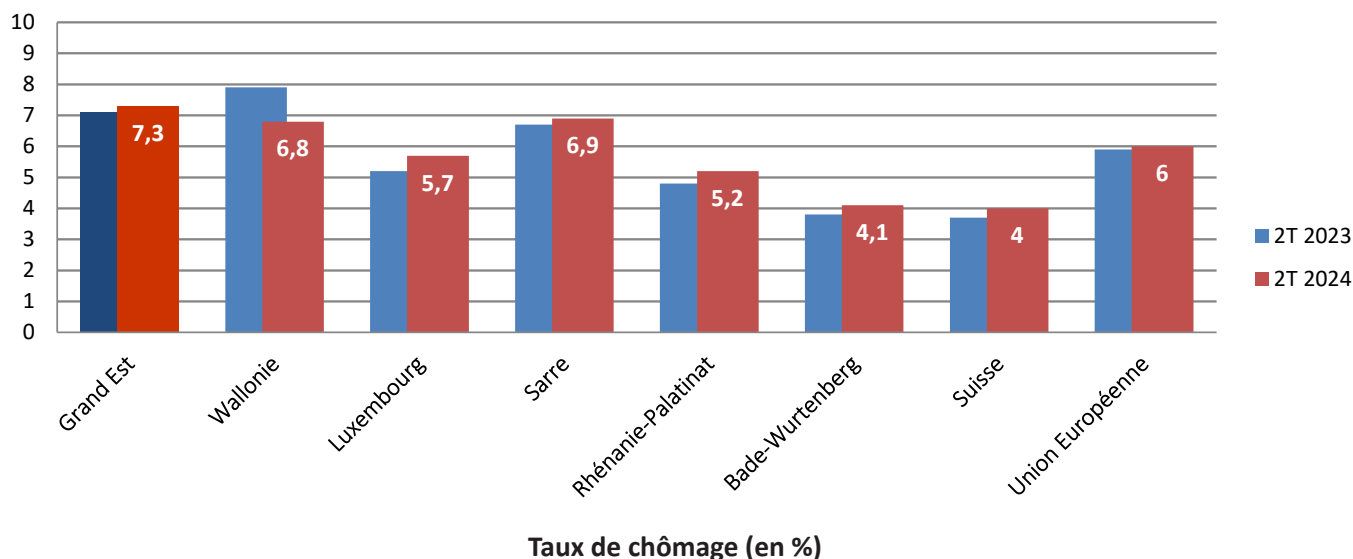
* Données 2^{ème} trimestre 2021

** Estimation 2023

20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCES : INSEE (FRANCE), MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE (BELGIQUE), STATEC (LUXEMBOURG), BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT (ALLEMAGNE), OFS (SUISSE), EUROSTAT (UE) // TYPE DE DONNÉES : BRUTES ET CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Augmentation globale, hors Wallonie. A la faveur du redressement des activités économiques post Covid-19, le chômage dans l'environnement transfrontalier avait fortement décru en 2021 et 2022, avant de se stabiliser. Désormais, on enregistre, sur un an, une progression des taux de chômage encore relativement mesurée, allant de +0,2 point dans le Grand Est ou en Sarre à +0,5 point au Luxembourg. A l'inverse, le taux wallon continue de reculer de façon spectaculaire, avec près de deux points de moins sur 5 trimestres, faisant désormais du Grand Est le territoire qui présente le taux le plus élevé dans l'environnement transfrontalier. La Suisse, le Bade-Wurtemberg et la Rhénanie-Palatinat, malgré de sensibles hausses du chômage, demeurent proches du plein emploi. Enfin, le chômage demeure à 6% au sein de l'Union Européenne.



21 - FRONTALIERS DE LA RÉGION GRAND EST - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2024

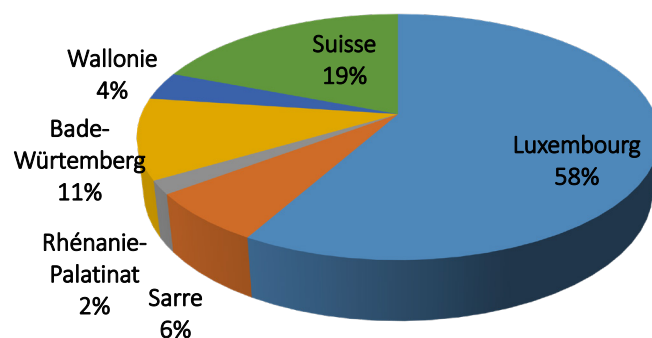
SOURCE : STATEC – INSEE – OIE - IBA - OFS - BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT

3 800 frontaliers de plus en un an. A la faveur d'une forte reprise de l'emploi transfrontalier après la crise Covid-19, la barre des 200 000 travailleurs frontaliers dans le Grand Est a été franchie fin 2021 et celle des 210 000 un an plus tard. Il faudra patienter un peu plus pour celle des 220 000, puisqu'on assiste depuis un peu plus d'un an à un ralentissement de la croissance du nombre de frontaliers, en particulier en direction du Luxembourg. En effet, on compte seulement 3 800 frontaliers de plus sur un an : 2 500 vers le Luxembourg et 1 300 en direction de la Suisse. Sur les dix dernières années, on enregistre en moyenne une progression annuelle du nombre de frontaliers vers le Grand Duché de 4,4%, contre seulement 1,8% cette année. Ils sont tout de même 125 753, soit 58% des frontaliers régionaux (51% en 2018). 41 393 habitants du Grand Est travaillent en Suisse (3 000 de plus en 3 ans). Pour ce qui concerne l'Allemagne, ils seraient 40 996 répartis sur 3 Länder (les derniers éléments consolidés datent de 2021). Pour rappel, ils étaient 58 000 en 1999. Enfin, la Belgique compterait environ 8 300 travailleurs frontaliers en 2023 résidant dans le Grand Est, chiffre stable depuis dix ans. A l'inverse, en 2021, on comptait 2 300 frontaliers entrants en région, majoritairement en provenance d'Allemagne.

	Nombre de frontaliers au 2 ^{ème} trimestre 2024	Evolution sur un an	Evolution annuelle moyenne ces 10 dernières années
Luxembourg	125 753	+1,8%	+4,4%
Suisse	41 393	+2,8%	+2%
Allemagne*	40 996		
Belgique**	8 300		

(*) Données 2^{ème} trimestre 2021

(**) Estimation 2023



Destination des travailleurs frontaliers de la région Grand Est

Réalisation : Groupe de Travail Spécialisé Conjoncture
du CESER Grand Est (17 membres)

Président : Jean-Paul NOLLET
Vice-Président : Michèle TREMOLIERES
Rapporteuse : Chantal BERTHELEMY

Chargé de mission : Nicolas BRIZION

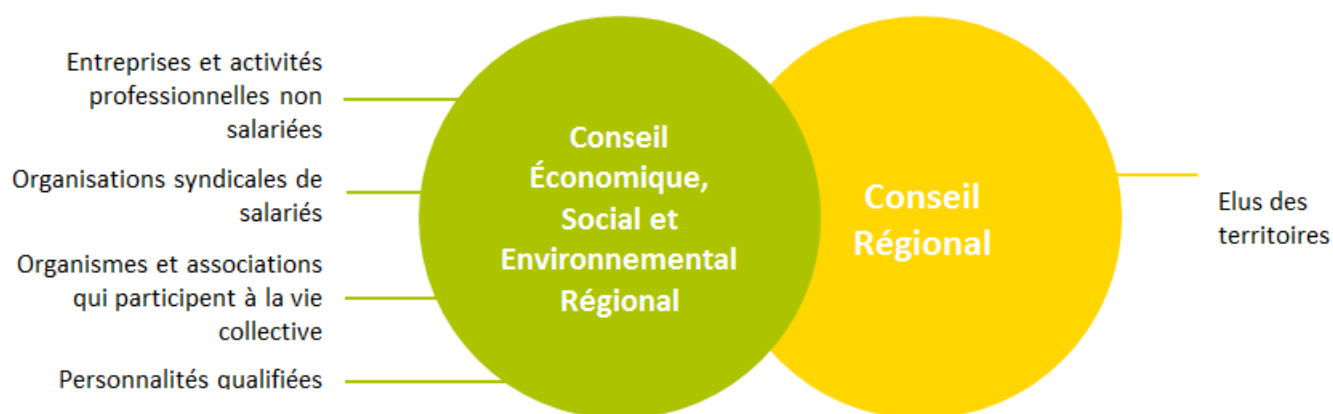
Le CESER est une assemblée consultative, porte-voix de la société civile organisée, dont les fonctions sont autant de mettre à jour et de relayer les débats en cours dans l'espace régional que d'être un agitateur d'idées, un laboratoire pour la valorisation de la démocratie participative. Il est donc d'autant plus utile dans une période de grave désaffection citoyenne à l'égard du monde politique et de la chose publique en général.

Les membres qui composent l'Assemblée du CESER sont issus de divers horizons de la société civile organisée parmi lesquels des responsables d'entreprises, syndicalistes, responsables associatifs, agriculteurs, artisans, universitaires, responsables culturels, représentants des professions libérales ou encore défenseurs de l'environnement...

Ils débattent ensemble de l'avenir de leur région de manière constructive et en dehors de toute prise de position partisane. Le CESER est l'une des rares assemblées où, par exemple, patronat et syndicats, ou encore agriculteurs et environnementalistes se réunissent afin de réfléchir sereinement aux enjeux stratégiques régionaux.

Le CESER détient une mission centrale : donner aux élus régionaux l'éclairage de la société civile organisée sur toutes les affaires pouvant concerner la région.

LE CESER, SECONDE ASSEMBLÉE RÉGIONALE



Retrouvez toutes les infos du CESER Grand Est sur internet :
www.ceser-grandest.fr

Suivez-nous

sur les réseaux sociaux pour ne rien manquer de nos actualités :



@cesergrandest



@ceserge

Site de Châlons-en-Champagne

5, rue de Jéricho - CS70441 - 51037 Châlons-en-Champagne Cedex
Tél : 03 26 70 31 79

Site de Metz

1 Place Gabriel Hocquard - CS 81004 - 57036 Metz Cedex 01
Tél : 03 87 33 60 26

Site de Strasbourg

1 Place Adrien Zeller - BP 91006 - 67070 Strasbourg Cedex
Tél : 03 88 15 68 00

CESER
ALSACE
CHAMPAGNE-ARDENNE
LORRAINE **Grand Est**